

En définitive, l'évolution juridique de la comptabilité publique après avoir pris comme point de départ le thème — d'ailleurs discutable — des « deniers publics », s'est orientée vers un *ensemble d'activités* exercées tantôt par les ordonnateurs tantôt par les comptables.

C'est en 1953 seulement que l'on s'est décidé à tenter une réforme systématique des textes de base, réforme encore très incomplète et qui devra être poursuivie pendant de longues années. Deux décrets-lois ont été promulgués l'un du 9 août 1953 et l'autre du 30 septembre 1953.

Une des conséquences du premier de ces textes est *d'abroger implicitement la notion de deniers publics*. Il faut le souligner car ce changement de doctrine qui n'a pas été accepté sans serrement de cœur par ses auteurs est demeuré à peu près inaperçu. On ne pouvait, en effet, rédiger un article de loi disant : « La notion de deniers publics est supprimée », et il fallait laisser à un décret réglementaire ultérieur le soin d'abroger le décret réglementaire de 1862. Mais le décret-loi du 9 août 1953 définit les comptables publics sans prononcer le mot de « deniers publics » et son exposé des motifs s'exprime comme suit : « Le changement de forme le plus notable est celui qui est fait à l'article 1<sup>er</sup> et qui consiste à définir, non plus les deniers publics, notion imprécise qui laissait dans l'ombre de nombreuses questions telles que la responsabilité des comptables d'ordre, la nature des opérations effectuées par les comptables publics pour le compte de particuliers, le caractère des dépôts de fonds publics en compte courant dans un établissement privé, etc., *mais le comptable public*. »

On ne peut donc nier que cette notion de deniers publics qui a été et est encore la source d'une abondante littérature administrative n'a plus de fondement juridique.

C'est cependant le deuxième décret-loi, celui du 30 septembre 1953, qui marque l'aboutissement de cette longue évolution ; il a le très grand mérite de trancher une fois pour toutes par la loi la vieille controverse sur les définitions.

Son article 1<sup>er</sup> est ainsi rédigé : « Les règles de la comptabilité publique ont pour objet de déterminer les obligations et les responsabilités des ordonnateurs de dépenses publiques, des ordonnateurs de recettes publiques et des comptables publics. »

C'est cette définition légale — donc indiscutable — qui sera retenue dans cet ouvrage.

Nous sommes parvenus avec ce texte à un cadre très général, qu'il est assez malaisé de concilier — nous devons le reconnaître — avec l'interprétation littérale de la langue française. Il est aussi très différent de celui auquel on est accoutumé, lorsqu'on parle des « règles de la comptabilité commerciale ». Mais il recouvre un immense domaine réglementaire et il est d'un intérêt primordial pour toutes les administrations.

\* \* \*

## B) Champ d'application des règles de la comptabilité publique

D'après sa définition, la comptabilité publique concerne certains administrateurs, certaines activités et certaines personnes morales. Chacun de ces trois éléments doit permettre d'établir une frontière.

### LA FRONTIÈRE FONCTIONNELLE. DÉFINITION DES COMPTABLES ET DES ORDONNATEURS.

Lorsque la section des finances du Conseil d'Etat accepta avec un peu d'appréhension d'adopter une définition légale des règles de la comptabilité publique, plusieurs de ses membres firent observer que le texte risquait de provoquer de nouvelles controverses sur la définition des « comptables » et des « ordonnateurs ».

L'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 septembre 1953 fut finalement promulgué car l'Administration avait pris la précaution de faire admettre par la même section du Conseil d'Etat, dans un texte antérieur, une définition objective et précise du comptable public et il n'était pas déraisonnable de penser qu'on parviendrait ultérieurement à une définition analogue de l'ordonnateur.

Nous aurons d'autres occasions de parler de cette définition du comptable public énoncée par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 août 1953. Citons-la dès maintenant :

« Est comptable public tout fonctionnaire ou agent ayant qualité pour exécuter au nom de l'Etat, d'une collectivité ou d'un établissement public, des opérations de recettes, de